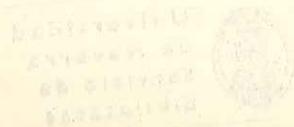


Critique à "un programme
de reconstruction organique
de l'économie mondiale"
de Mr. G. de Michelis.

DU MÊME AUTEUR:

- A QUESTÃO IBÉRICA — *Aspectos Económicos* (1916).
NOVOS MÉTODOS DE CULTURA (1917). — (*Épuisé*). — (2.^a edition,
1919).
PELA DEDUÇÃO À MONARQUIA (1921). — (*Épuisé*).
CARTILHA DO LAVRADOR (1922).
AS FALSAS IDEIAS CLARAS EM ECONOMIA AGRÁRIA (1926).
— (*Épuisé*).
O VALOR AGRÍCOLA DO TAGASSASTO (1926).
A TERRA PORTUGUESA — *Esbôço de uma doutrina agrária* (1926).
DUAS ECONOMIAS — *Economia materialista (socialismo e capitalismo)
e economia social cristã*.
I Parte — *Definição filosófica* — (1931).
II Parte — *Os factos mundiais (paraître prochainement)*.
III Parte — *Os factos nacionais (paraître prochainement)*.
O DESASTRE DAS REFORMAS AGRÁRIAS (1931).
UM ESQUEMA DE POLÍTICA ECONÓMICA — *Plano oferecido ao
governo da Ditadura* (1932).
-

Les demandes peuvent être adressées à l'auteur, Avenida de Antó-
nio Augusto de Aguiar, n.º 134 — LISBONNE.



QUOIQUÉ ce sujet n'aie pas été discuté à la Conférence de Londres, mais seulement à la réunion préparatoire que l'Institut International d'Agriculture, en vue de cette Conférence, a tenue au mois de Avril 1933, je crois opportun de comprendre dans ce recueil l'étude que j'en ai donnée au journal portugais *A Voz*.

Mr. G. de Michelis, Président de l'Institut International d'Agriculture et membre du Conseil du Bureau International du Travail, défend depuis quelques années déjà, en diverses réunions internationales, un projet de «reconstruction organique de l'économie mondiale», basé sur la combinaison la plus rationnelle des éléments de la production — terre, capital, main-d'œuvre.

Voici quelques-unes des formules de cette idée:

A la VII^e Séance de la Conférence Internationale du Travail, de 1925, Mr. de Michelis faisait appel «aux mesures d'exécution aptes à mieux réaliser la circulation des courants des hommes et des intérêts qui ont rapport au grand problème de l'émigration».

A la Conférence Economique Internationale de 1927, Mr. de Michelis se référait comme à «un problème de la plus haute importance, à celui de la répartition plus

équitable de la main-d'œuvre sur les terres disponibles et sans emploi, à la fin de les transformer en des sources de prospérité et de bien-être pour la communauté humaine».

A la X^e Séance de la Conférence Internationale du Travail de 1927, Mr. de Michelis a dit encore: «Il serait nécessaire d'exporter des capitaux dans les pays qui ont des ressources naturelles importantes et intactes et confier des terres non-utilisées aux bras tourmentés par le chômage. Seule la collaboration cordiale des pays qui possèdent les trois éléments fondamentaux de la production — la terre, le capital et le travail — serait capable de stabiliser la situation économique mondiale et les conditions de la classe ouvrière, atténuant, jusqu'à son élimination, le fléau terrible du chômage. Je vois dans cette collaboration — que je voudrais désigner comme «collaboration triangulaire d'émigration» — la solution du problème de la population et de celui de la production. C'est sur les terres non exploitées ni utilisées qu'il faut diriger toutes les forces associées de ceux qui les possèdent et de ceux qui pourraient les mettre en valeur pour le plus grand bien de la collectivité humaine».

A la Séance de 1930, de la Conférence Internationale du Travail: «Il est vain de chercher à élever le niveau de vie de tous les ouvriers, sans porter remède aux graves disparités économiques qui existent entre les peuples et qui sont le résultat d'un injuste partage des ressources fondamentales».

A la XI^e Session de l'Assemblée de la Société des Nations (1930): «les Etats seraient bien inspirés de chercher à régler en commun l'usage de ces trois éléments de toute vie économique: terre, capital, travail. Ces éléments doivent se distribuer et se combiner sur le plan international pour atteindre leur plus grand rendement. J'ai eu l'occasion d'exposer cette idée à la Confé-

rence du Travail, expliquant, qu'il s'agirait d'une collaboration tendant à rendre fertiles les terres dépeuplées, par l'emploi des capitaux disponibles et de la main-d'œuvre des territoires trop congestionnés (collaboration triangulaire). (1)

Dans la Revue du Bureau International d'Agriculture, du 5 de Novembre de 1931, Mr. de Michelis a exposé en détail son projet, dont on reconnaît que le but est de: «décongestionner les pays trop peuplés en déversant leur surplus sur des territoires dépeuplés».

Nous pouvons encore citer, d'une brochure du même auteur:

«Le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail, — qui est formé de représentants des Gouvernements, des patrons et des ouvriers — a approuvé à l'unanimité la proposition présentée par moi et qui, jusqu'à présent avait été examinée, et pas toujours avec bienveillance, par une partie de la presse européenne. On avait voulu retenir qu'elle fut la manifestation d'un imprudent désir d'expansionnisme aux dépens d'un pays déterminé, tandis que, au contraire, sa portée était générale et pacifique. Il s'agit, en effet, d'un projet de réorganisation et non d'un programme de conquête».

* * *

Je ne sais pas à quel pays échoit cette dernière allusion; quant à moi, je pense que ce projet, au point de vue portugais, doit être combattu; non parce que nous devons le considérer une menace pour nos colonies, lesquelles, par notre effort, la bonne administration financière, dont nous jouissons, notre surplus démographique, notre

(1) Je traduis ces passages du texte italien, le seul que j'ai pu obtenir

capacité incomparable de colonisateurs, nos droits et notre volonté de les garder, même par la force, contre toutes les ambitions éventuelles, sont en bonne sûreté, mais parce que notre expérience de colonisateurs nous fait un devoir d'éclairer le monde sur les méprises économiques de ce projet, qui ne peut profiter à personne, tout en risquant de créer des malentendus et des illusions funestes. Cette critique nous devons la faire, dans la pleine conscience de nos droits et bien soutenus par le prestige que nous a gagné la Dictature Nationale par son œuvre, spécialement par la restauration financière dûe à la Gestion Salazar.

Lorsque dans les *pas perdus* d'une Institution Internationale quelconque, un Portugais peut faire, sans provoquer de contestation, ni même d'étonnement, l'affirmation que le Portugal, financièrement, est le pays le mieux administré du monde, c'est là le signe que nous avons de notre côté, une grande force morale.

J'ai entendu, ayant l'honneur d'être délégué du Gouvernement Portugais à l'Institut International d'Agriculture, devoir esquisser une doctrine qui pût jeter quelque lumière sur les méprises économiques de ce projet, du moment qu'il était discuté dans cet Institut.

A l'Assemblée Générale d'Octobre 1932, j'ai dit à ce sujet, entre autres choses, ce qui suit: «Le fait de préconiser la libre circulation internationale des éléments de la production semble nous faire oublier que la circulation internationale trop libre, dans la conception optimiste du marché indéfini, a été une des causes de la *surproduction*; d'autre part, on ne devrait pas considérer seulement la conservation de *l'entreprise privée* comme le point ferme, comme le fait Mr. de Michelis dans son projet; on devrait ajouter les corps sociaux qui protègent la même entreprise, comme la *corporation* et surtout *l'Etat*, qui est, par son action indirecte, un des éléments de la

combinaison productive, l'impôt pouvant être considéré sa part dans la *répartition* économique; or les empêchements mis à la libre circulation des éléments productifs par un Etat éclairé et raisonnable dans l'exercice de sa souveraineté pleine, le sont, ou par des raisons économiques, ce qui rentre alors dans la combinaison de production, ou encore par des raisons plus hautes et légitimes que celles-là.

On doit aussi remarquer que les éléments de la production ont *par eux-mêmes* une tendance à la circulation suffisante, ce qui est le cas des marchandises en surplus qui s'offrent sur le marché avec des réductions de prix plus que proportionnelles à la grandeur de l'excédent. Et quant à la circulation du facteur humain, les limites qui dérivent des droits de certaines populations sur certains territoires ne peuvent pas être méconnues, sous peine de méconnaître la conception même et le fait du *Droit*, qui est un des éléments de la combinaison productive, nommément sous la forme du droit de propriété.

Quand on parle de «l'égoïsme» des autarchies nationales, il ne faut pas oublier que la tendance à l'autonomie des nations est jusqu'à un certain point saine et favorable à l'équilibre économique international. Dans la solution possible de la crise mondiale, les Etats, agissant individuellement, ont une grande fonction, par exemple en assurant la restriction des excès d'exportation et la limitation et la rationalisation de la production intérieure. Nous sommes d'autant plus à l'aise pour faire ces remarques que notre pays a été de ceux qui ont résisté le plus à prendre des mesures défensives contre l'offensive économique d'autres nations.

Nous pensons que Mr. de Michelis voudra bien agréer nos observations, qui sont de pure forme, car elles visent à déterminer plus clairement dans l'ensemble des facteurs économiques qu'il envisage dans son projet, la fonction

limitative de l'Etat et du Droit, dont son propre pays, continuant les glorieuses traditions romaines, a rétabli, avec tant d'éclat, dans de nouvelles formes, le prestige et l'autorité.

Nous prions Mr. de Michelis de prendre à l'avenir en considération nos observations, afin que, dans l'exposition de ses idées économiques, faite sous sa grande autorité personnelle et qui pourrait avoir une répercussion sur la politique et la doctrine de l'Institut, il soit exprimé très clairement la très importante fonction limitative des États et des nationalismes économiques, pour une meilleure circulation des richesses.

On comprend qu'un plan universel de rationalisation économique, quoique très difficile, soit possible et l'on comprend que sa détermination scientifique soit du ressort de notre Institut, au moyen de ses organes et en collaboration avec d'autres organisations, mais on doit toujours sauvegarder la fonction de chaque État, considéré non seulement dans son aspect politique, mais aussi dans l'utilité économique générale qui réside dans le libre exercice de la fonction politique».

Mr. de Michelis a répondu à cette intervention en prononçant ce qui suit : «Je désirerais maintenant éliminer certaines préoccupations dont j'ai eu la sensation en entendant le discours de Mr. Pequito Rebello et lui dire que ma proposition prend comme point de départ la collaboration des États en vue d'améliorer la coopération des trois éléments de la production. On entend que cette coopération des trois éléments de la production — capital, terre et travail — ne pourra être atteinte sinon sous l'égide et dans les limites des pouvoirs de chaque État. Déjà antérieurement j'ai donné cette assurance, sur laquelle j'appelle l'attention de Mr. Pequito Rebello, pour lui dire que ce projet ne pourra être réalisé que par la collaboration loyale et désintéressée de tous les participants».

Cette légère controverse était faite en des termes très généraux ; parce que, à ce moment, le plan de Michelis ne revêtait pas encore à mes yeux des formes précises ; mon intervention a été de prendre une position, au point de vue doctrinaire le plus général, et bientôt j'aurai l'occasion de m'occuper de nouveau de la question.

A la réunion de préparation (au point de vue agricole) de la Conférence Economique de Londres, que l'Institut a convoquée au mois d'Avril, le projet de Mr. de Michelis a été mentionné au rapport général dans les termes suivants : «La Réunion a exprimé le vœu que les mesures que la Conférence monétaire et Economique proposera pour rétablir une plus libre circulation de capitaux et de marchandises soient accompagnées de propositions tendant à faciliter la circulation des hommes. En effet, celle-ci constitue un problème primordial. A ce propos, on a mentionné le plan de coopération entre les trois éléments fondamentaux de la production (terre, hommes et capitaux) dû à Mr. de Michelis et présenté à la Commission d'Etudes pour l'Union Européenne par l'intermédiaire de l'Institut International d'Agriculture, dont s'occupe actuellement, en collaboration avec celui-ci, la Société des Nations et le Bureau International du Travail. Il est à désirer que la Conférence Monétaire Economique prenne également ce plan en considération. Il s'agit de préparer une collaboration internationale visant au développement de centres de colonisation, dans le sein desquels certains excédents des populations rurales, qui pèsent sur les respectives économies nationales, trouveraient immédiatement la possibilité de se créer une vie nouvelle plus conforme aux intérêts généraux de l'économie».

Il s'agit de faire comprendre dans l'ordre du jour de la Conférence Economique de Londres ce thème nouveau, ce qui probablement sera appuyé par le Bureau International du Travail.

Le discours justement célèbre de notre ministre de l'Outre-mer, Mr. le Dr. Armino Monteiro, prononcé dernièrement au Congrès Colonial International, contient des raisons précieuses capables d'éclairer notre critique du projet de Michelis. Il serait utile que ce discours fût envoyé sans retard aux diverses délégations à la Conférence de Londres.

Pour ma part, dans la réunion de Rome, j'avais déjà, le 10 Mars, opposé à ce plan les considérations suivantes :

« La circulation internationale des hommes peut être très louable au point de vue moral, juridique ou politique, elle peut même être considérée comme une cause très sympathique de solidarité mondiale. Ce que toutefois, je désirerais à présent contester est que, au point de vue économique, elle puisse être un remède pour la crise actuelle du monde. Je vais essayer de le démontrer :

1) — La colonisation est une œuvre lente ; avant que la colonisation à entreprendre aie le temps d'acquérir un développement sensible, la crise se résoudra par elle-même, s'il n'est d'autre remède à appliquer.

2) — La colonisation est une œuvre chère et il faut remarquer que les pays que l'on dit surpeuplés sont en grande partie en déficit de budget et en mauvaise situation financière.

De quelle façon ces pays pourraient-ils payer du moins la dépense très considérable de déplacement des masses de population dont il s'agit ? Ne serait-il même pas juste d'exiger que ces masses de population arrivassent à leur destination accompagnées d'un certain capital d'installation ? Où les pays intéressés trouveraient-il de si gros capitaux ? Ne serait-il pas trop injuste de les exiger aux pays destinataires, qui, sur les trois éléments de la production auraient, ainsi, à en apporter deux, c'est-à-dire, la terre et le capital ? Dans ce

cas les pays destinataires, selon le projet, pourraient aussi bien prêter des capitaux (dans l'hypothèse qu'ils en aient la possibilité) au pays surpeuplé pour que celui-ci puisse créer sur son territoire même les industries nécessaires.

3) — Mais, dira-t-on, ce que l'on veut c'est la terre, c'est l'application agricole que l'on désire pour ces masses de population. Je pourrais le comprendre, mais je regrette de devoir dire que, au point de vue agricole, il n'y a plus au monde, pour ainsi dire, de terres disponibles pour la main-d'œuvre étrangère. Cette vérité, peut-être paradoxale, ce n'est pas moi qui la formule ; elle provient de la technique moderne et l'Institut International d'Agriculture le reconnaît par la plume du Chef de son Bureau Economique lorsqu'il écrit :

« actuellement la mécanisation de l'agriculture permet, au Nouveau-Monde une énorme extension de cultures qui peut être réalisée presque entièrement par l'emploi de machines qui économisent de la main d'œuvre, de telle sorte que l'augmentation de la production agricole s'est rendue en grande partie indépendante de l'augmentation de la population agricole. Le progrès de la production est séparé de celui de la colonisation et de nouvelles zones de terre vierge peuvent être défrichées, sans la colonisation simultanée de nouvelles colonies de population productive et de large pouvoir d'achat, laquelle pourrait agir comme stimulant sur toutes les branches de l'activité économique ».

Voilà la situation « coloniale » au Nouveau-Monde, mais en Europe, en Afrique, en Asie et en Océanie, la situation est pareille, car je ne pense pas que les partisans de la libre circulation de toutes choses ne veuillent faire exception que pour une seule — l'invention technique qui permet d'économiser du travail ».

Sur ce point, Mr. de Michelis a fait une interruption pour observer que son projet prévoit la *circulation orga-*

nisée et non l'organisation *libre* des éléments de la production; j'ai répondu que cette distinction me semblait indifférente dans ce cas, car, si vraiment, comme je le soutenais, il n'existait plus de terre disponible pour la main d'œuvre étrangère, cela rendait inutile la circulation libre tout autant que la circulation organisée.

J'ai poursuivi :

« De cette façon, il semble de toute évidence que, par le fait du développement technique moderne, on peut dire que la population existante sur tous les territoires suffit à les mettre en valeur agricole, et que, si un supplément d'ouvriers ou de techniciens est nécessaire, il suffit pour cela de déplacer l'excès démographique dans les limites du pays même pour répartir, en peu d'années les forces de la population de la meilleure façon.

Moi, du moins, je ne connais pas de territoires qui aient un besoin absolu, au point de vue agricole, d'une colonisation diverse de celle de ses habitants.

Mr. de Michelis m'obligerait s'il voulait bien m'indiquer quels sont les territoires qu'il considère disponibles au point de vue de son projet; ce projet lui-même gagnerait ainsi en concrétisation.

La population indigène et le surplus démogénique de chaque pays suffisent largement, au rythme accéléré du temps présent, à la colonisation du monde; les grands mouvements de population, auxquels on pense, ont été le fait du siècle passé, et alors il n'a pas fallu les aider, ils se sont produits spontanément là où les conditions favorables existaient.

La vérité évidente est que, avec la dépense nécessaire en capital pour les déplacements démographiques que l'on envisage, on pourrait instantanément, pour ainsi dire, mettre en valeur agricole, avec les grands moyens de la technique moderne, les terres dont il s'agit sans de grands déplacements de la population.

Ce n'est pas seulement dans le Far West et dans la Sibérie que l'on peut faire des *fabriques à blé*, de 50.000 hectares, et si l'on me dit encore que la population déplacée pourrait faire une agriculture sans machines, je réponds que cette population pourrait aussi, en abandonnant les machines agricoles et industrielles, sans se déplacer, se créer de nouvelles occasions de travail.

Voudrait-on l'absurde de cultiver les terres nouvelles avec les moyens techniques du passé et seulement exclure du progrès technique une agriculture de « colonisation » en face de l'agriculture et de l'industrie bien outillées des vieux pays?

Voilà des raisons, strictement économiques, qui m'obligent à refuser ma voix à la présentation (que je considère inopportune) d'un problème de la circulation des hommes à la Conférence de Londres et au projet de Mr. de Michelis, pour aussi généreuses que soient ses aspirations morales et politiques.

La *circulation des hommes* n'est pas un remède à la crise économique mondiale; elle serait un remède trop lent, trop cher, et au fond irréalisable, car les terrains disponibles, au point de vue économique moderne, ayant besoin d'un apport important de colonisation, n'existent plus». (1)

A cette critique j'ai ajouté encore quelques arguments dans le rapport que j'ai présenté à l'Institut International d'Agriculture au sujet de la réunion spéciale du 7 de Avril: Je vais citer cette partie de mon rapport;

« J'ai, au cours de la réunion spéciale, exposé les raisons pour lesquelles j'entends que c'est une illusion de considérer comme solution importante pour la crise économique mondiale la facilitation de la circulation des éléments de la production, spécialement des hommes. Je

(1) «Le temps du monde fini commence» P. Valéry.

me rapporte à ces arguments, au sujet desquels je n'ai pas eu le plaisir d'entendre une contestation ayant pu me convaincre.

Je me borne à ajouter ici une raison d'ordre général. Ce que l'on peut appeler *l'illusion circulatoire*, c'est-à-dire, celle de considérer les empêchements actuels à la circulation internationale plutôt une cause qu'un simple effet de la crise, se prête à l'objection suivante: il existe des pays qui sont des organisations économiques d'échelle pour ainsi dire mondiale, avec une activité économique interne beaucoup plus importante que leur activité économique extérieure, à l'intérieur desquels la circulation des facteurs productifs, libre ou organisée, n'a plus le pouvoir d'empêcher la crise dans la mesure de la proportion de ces deux formes de l'activité économique.

Les Etats-Unis, par exemple, avec tous leurs capitaux, terres et main-d'œuvre disponibles, pourraient, dans les millions de leurs chômeurs, éléments qui peuvent circuler librement, trouver un remède facile à la crise ».

Rome, Avril 1933.

NOTE — Dans les citations, ja fais réserve des inexactitudes éventuelles de la forme dans la traduction que j'ai dû faire du texte italien le seul que j'avais à ma disposition.

**Nos observations comme
Délégué du Portugal au
Comité Permanent de l'Ins-
titut International d'Agri-
culture sur la Réunion spé-
ciale du 7 Avril de prépa-
ration pour la Conférence
de Londres**